

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Référence: n° 02/2025/TR4/MSM/AIACF

version : 2 date: 25/06/2025

CCTP pour le (ou les) site(s) de ⁽¹⁾: AIA CF ☒ AIA BX ☐ AIA CP ☐
AIA AB ☐ AIA BR ☐ DC ☐

(1) cocher les cases correspondantes

OBJET

FOURNITURE DE MOYENS D'ACCES DESTINES AU NETTOYAGE DES LOGEMENTS DE
TRAINS PRINCIPAUX DE L'AVION A400M

Références documentaires éventuelles :

Résumé :

Etude, fourniture, livraison et installation de moyens d'accès spécifiques
pour le nettoyage des logements de trains principaux de l'avion A400M

Entité émettrice: UP Avions Gros
Porteurs

Mots-clés : plate-forme, A400M, accès, nettoyage, trains

REDIGE PAR

Émetteur du besoin
(nom,date,visa)

Fabrice PILON
A400M AGE Manager

Fabrice PILON

VERIFIE PAR

Prescripteur
(nom,date,visa)

BELLIARDO Gaëlle


APPROUVE PAR

Sous-directeur
Par délégation
Chef du Département MS
(nom,date,visa)

DARTIGUES Philippe

Diffusion externe :

Diffusion interne : SDHA

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p>Référence : 02/2025/TR4/MSM/AIACF version : 2 du 25/06/2025</p>
--	---	---

Synthèse des évolutions du document

Indice	Date	Paragraphes modifiés	Synthèse et justification de la modification
0	28/04/2025		Edition initiale
1	19/05/2025		Prise en compte des remarques suite à réunion de présentation DMS
2	25/06/2025		Prise en compte des remarques suite à circuit de validation.



 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p>Référence : 02/2025/TR4/MSM/AIACF</p> <p>version : 2 du 25/06/2025</p>
---	--	---

Table des matières

1 – OBJET	2
2 – CONTEXTE	2
3 – DOCUMENTS ET TERMINOLOGIE	2
4 – EXIGENCES DE RÉSULTATS TECHNIQUES	2
4.1 – Présentation générale	2
4.2 – Introduction	2
4.3 – Exigences particulières	3
4.3.1 – Descriptif de la zone MLG / sponsons	3
4.3.2 – Composition de l'ensemble de moyens d'accès	3
4.3.3 – Exigences générales et/ou communes à tous les éléments	4
4.3.4 – Mise en place des éléments	4
4.3.5 – Documentation et livrables	5
4.3.6 – Formation	6
4.3.7 – Identification des matériels	6
4.3.8 – Exigences Hygiène et Sécurité	6
4.3.9 – Exigences Environnement	7
4.3.10 – Exigences liées au site	9
4.4 – Exigences d'assurance de résultats	12
4.4.1 – Lecture en commun TITULAIRE / AIACF	12
4.4.2 – Présentation de l'étude	12
4.4.3 – Vérification de la conformité en usine	12
4.4.4 – Vérification de conformité et fonctionnelle sur site	13
4.4.5 – Réception	13
4.5 – Conditions de livraison	14
4.5.1 – Livraison - déchargement	14
4.5.2 – Montage – mise en service	14
4.6 – Conditions de garantie	14
5 - EXIGENCES DE MANAGEMENT	15
6 – EXIGENCES D'ASSURANCE DE LA QUALITE	15
6.1 – Sûreté de fonctionnement	16
6.2 – Réalisation	16
6.3 – Risque de corps étrangers	16
7 – ANNEXES	17

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p align="center">Référence :</p> <p align="center">02/2025/TR4/MSM/AIACF</p> <p align="center">version : 2 du 25/06/2025</p>
--	--	--

1 – OBJET

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières décrit les exigences liées à la fourniture de moyens d'accès destinés aux opérations de nettoyage à réaliser dans les logements de trains d'atterrissage principaux de l'avion A400M.

2 – CONTEXTE

Le Service Industriel de l'Aéronautique (SIAé) assure le maintien en condition opérationnelle de la flotte des avions de transport A400M de l'Armée de l'Air et de l'Espace.

Pour réaliser certaines tâches de nettoyage à l'intérieur des logements des trains d'atterrissage principaux de cet avion, l'Atelier Industriel de l'Aéronautique de Clermont Ferrand (AIA CF) doit se doter de moyens d'accès appropriés.

3 – DOCUMENTS ET TERMINOLOGIE

Pour éviter toute confusion, le vocabulaire technique de la spécification reprendra certaines des désignations en anglais attribuées par Airbus, constructeur de l'A400M, aux différents éléments de la zone des trains d'atterrissage principaux. Le glossaire ci-dessous n'est donné qu'à titre indicatif.

Sponson	Nacelle de logement des trains d'atterrissage principaux.
Main Landing Gear (MLG)	Train d'atterrissage principal

4 – EXIGENCES DE RÉSULTATS TECHNIQUES

4.1 – Présentation générale

La prestation consiste en :

- l'étude de moyens d'accès spécifiques, destinés aux opérations de nettoyage à mener dans les logements de trains principaux,
- leur fourniture,
- leur livraison sur le site de l'AIA de Clermont-Ferrand,
- leur installation et mise en service,
- la formation de 5 personnels.

4.2 – Introduction

Pour atteindre la partie haute des logements de train, les opérateurs de nettoyage doivent disposer d'un plancher situé légèrement au-dessus des roues de l'avion, que ce dernier se trouve sur ses roues ou en élévation sur ses vérins.

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p>Référence :</p> <p>02/2025/TR4/MSM/AIACF</p> <p>version : 2 du 25/06/2025</p>
--	---	---

La géométrie de l'espace exigu disponible pour l'installation de moyens d'accès étant variable selon que l'avion se trouve dans l'une ou l'autre de ces configurations, la conception des moyens à fournir sera spécifique.

4.3 – Exigences particulières

L'ensemble de moyens d'accès sera constitué de différentes parties mobiles décrites ci-après.

4.3.1 – Descriptif de la zone MLG / sponsons

L'ensemble de trains d'atterrissage principaux de l'A400M est constitué de 6 jambes supportant chacune 2 roues, réparties symétriquement par 3 entre les logements (sponsons) gauche et droit.

Lorsque l'avion est installé sur ses vérins, l'élévation de la structure est d'environ 400 mm. Les amortisseurs se détendent alors à mesure que les parties inférieures des jambes et leurs roues pivotent vers l'avant.

Une fois la position haute atteinte, les roues se trouvent à 50mm du sol. Tous les éléments des 3 jambes de demeurent parallèles entre eux, et les paires de roues équidistantes. Le déplacement de l'ensemble sur l'axe avion est d'environ 250 mm vers l'avant.

L'annexe 1 fournit, à titre indicatif, des illustrations destinées à la compréhension de la cinématique de l'ensemble et une mensuration approximative de la différence de géométrie entre les deux situations.


NB : la représentation du vérin de levage de l'avion qui y figure indique uniquement la position de son axe et la distance de ses pieds par rapport au flanc du sponson. De chaque côté de l'avion, les 2 pieds les plus proches de l'avion forment une ligne parallèle au flanc du sponson. Les caractéristiques des vérins et leurs points d'insertion sous l'avion sont indiqués dans l'annexe 2.

Préalablement à son étude, le titulaire devra obligatoirement procéder à ses propres relevés sur avion, sur le site de l'AIACF.

4.3.2 – Composition de l'ensemble de moyens d'accès

Dans chacun des sponsons, gauche et droit, l'ensemble de moyens d'accès sera constitué de 3 plateformes mobiles dont la structure viendra s'insérer latéralement derrière chaque paire de roues.

Le plancher principal de chaque plateforme couvrira la zone surplombant la paire de roues attenante jusqu'au fuselage de l'avion, mais aussi, dans son prolongement, la zone « extérieure » aux roues qui est surplombée par la porte ouverte du sponson. Les largeurs disponibles pour les planchers principaux sont indiquées approximativement dans l'annexe 1, sous le terme de « zones de travail ».

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p align="center">Référence : 02/2025/TR4/MSM/AIACF version : 2 du 25/06/2025</p>
--	--	--

Dans la zone extérieure, les 3 plateformes mobiles seront reliées entre elles par 2 planchers de jonction amovibles ou rabattables, la largeur de leur planchers principaux étant limitée par la géométrie des jambes de train.

La largeur des planchers de jonction sera différente selon que l'avion se trouvera en configuration sur roues ou sur vérins.

L'alignement de l'ensemble formera alors un cheminement permettant de circuler sous la porte ouverte sur tout la longueur du logement de train. L'accès à ce cheminement se fera par un escalier détachable, accédant par l'arrière à la zone couverte par la porte ouverte.

Si nécessaire, un garde-corps, doté d'une plinthe, sécurisera le bord extérieur de l'ensemble, empêchant les opérateurs de glisser entre celui-ci et la porte ouverte du sponson.

Les 3 plateformes et l'escalier devront être facilement ajustables en hauteur pour s'adapter aux 2 configurations de l'avion (variation de 400 mm environ).

4.3.3 – Exigences générales et/ou communes à tous les éléments

La structure, les marches et les garde-corps de tous les éléments constitutifs de l'ensemble de moyens d'accès seront en alliage d'aluminium.

Tous les planchers et marches d'escaliers seront antidérapants et ajourés (caillebotis).

Toutes les parties risquant potentiellement d'entrer en contact avec des éléments de l'avion devront être équipées de protection souples adaptées.

Chaque élément devra pouvoir supporter une charge de 220 kg, soit le poids de 2 opérateurs et leur matériel.


Tous les éléments devront pouvoir être stockés à l'extérieur et résister aux conditions atmosphériques locales.

4.3.4 – Mise en place des éléments

La conception de l'ensemble devra intégrer l'impératif d'une mise en place le plus aisée et rapide possible. Il conviendra de tenir compte pour cela de :

- la géométrie de la zone selon la configuration
- la position des vérins de levage principaux de l'avion
- la position des docks environnants

Pour des questions de porte à faux, il est acceptable de prévoir si nécessaire la mise en place de pieds de stabilisation du côté intérieur des paires de roues (sous le fuselage de l'avion).

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p align="center">Référence :</p> <p align="center">02/2025/TR4/MSM/AIACF</p> <p align="center">version : 2 du 25/06/2025</p>
--	--	--

L'assemblage des différents éléments de l'ensemble entre eux devra pouvoir se faire sans outils, par 2 opérateurs.

Les 3 plateformes et l'escalier seront mobiles et dotés de roues freinées (fixes ou pivotantes selon les besoins) Ils seront également équipés de stabilisateurs accessibles.

Ils seront enfin équipés de logement de fourches de chariot élévateur afin de permettre leur déplacement entre les différents ateliers de maintenance.

4.3.5 – Documentation et livrables

Documentation

Le titulaire devra fournir, pour l'ensemble du matériel, la totalité des documents qui sont prévus par la réglementation en vigueur, et notamment :

- les certificats d'épreuve des moyens d'accès et de tout éventuel moyen de levage fourni destiné à leur mise en œuvre,
- les certificats de conformité aux directives applicables CE,

Livrables

Le titulaire devra fournir :

- (Prestation d'étude) :
 - Le rapport de présentation initial de l'étude accompagné des solutions apportées, décrit au § 4.4.2.
- (Prestation de fourniture) :
 - un dossier de définition de l'ensemble des docks,
 - une note de calcul pour chaque sous-ensemble,
 - un dossier technique incluant les plans et les nomenclatures détaillées de tous les éléments,
 - une notice d'instruction illustrée décrivant de manière claire la mise œuvre de chaque moyen d'accès et sa maintenance préventive,
 - une notice d'entretien contenant le plan de maintenance des matériels,
 - les certificats de conformité des fournitures au dossier de définition et aux exigences du marché
 - Le compte-rendu de visite en usine décrit au § 4.4.3.
- (Prestation de formation) :
 - les 5 certificats de formation décrits au § 4.3.6.

Tous les documents seront rédigés en français et fournis au Responsable de Suivi de Contrat en 2 exemplaires papier. Le titulaire prendra également en compte les exigences des textes à caractère réglementaire.

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p align="center">Référence : 02/2025/TR4/MSM/AIACF version : 2 du 25/06/2025</p>
--	--	--

L'ensemble de la documentation rédigée par le titulaire, ainsi que leurs éventuelles évolutions, devront également être fournies sur clé USB au format PDF et si nécessaire CATIA ou équivalent en ce qui concerne les plans.

4.3.6 – Formation

Le titulaire devra assurer une session de formation pour 5 personnels de l'AIA CF sur le site de l'AIA CF.

A l'issue de la formation :

- Les personnels devront être autonomes vis-à-vis de la mise en place, de l'utilisation et de la vérification courante de sécurité
- Le titulaire délivrera les certificats de formation nominatifs.

La formation sera assurée sur la base de la notice d'instruction illustrée décrite au paragraphe précédent afin de valider qu'elle peut être comprise et exploitée sans difficulté par les opérateurs.

Les supports de cours éventuels seront à la charge du titulaire.

Chronologiquement, la formation s'insère comme suit dans le processus décrit aux § 4.4 et 4.5 :

- 1- Présentation aux Opérations de Vérification et mise à disposition
- 2- Vérification de la conformité réglementaire
- 3- Formation des opérateurs
- 4- Vérification de la conformité contractuelle
- 5- Réception


4.3.7 – Identification des matériels

Chaque élément, prévu pour le travail en hauteur, devra porter une plaque signalétique indiquant la charge maximale admise (poids total des opérateurs et de leur équipement de travail), ainsi que le nombre maximum de personnes admises à monter sur celui-ci.

Chaque élément de l'ensemble devra également porter une étiquette technico-administrative métallique telle que définie en annexe 3.

4.3.8 – Exigences Hygiène et Sécurité

Conformément à l'Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense, il est procédé, à l'initiative du responsable AIA CF des travaux, à une inspection commune des locaux au cours de laquelle un plan de prévention est élaboré.

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p align="center">Référence :</p> <p align="center">02/2025/TR4/MSM/AIACF</p> <p align="center">version : 2 du 25/06/2025</p>
--	--	--

Cette inspection doit avoir lieu préalablement à l'exécution des travaux.

L'inspection commune préalable doit conduire à :

- délimiter le secteur d'intervention de l'entreprise extérieure,
- matérialiser les zones de ce secteur qui peuvent présenter des dangers pour les travailleurs,
- indiquer les voies de circulation que peuvent emprunter ces travailleurs ainsi que les véhicules et engins de toute nature appartenant aux entreprises extérieures,
- définir les voies d'accès des travailleurs aux locaux et installations à l'usage de l'entreprise extérieure prévus à l'article R.4513-8 (sanitaires, vestiaires, restauration).

L'échange d'un plan de prévention doit permettre au titulaire d'être en possession d'un inventaire suffisamment exhaustif des risques d'accidents du travail et maladie professionnelle auxquels ses personnels sont susceptibles d'être exposés au cours de l'intervention.

L'inspection commune préalable et l'échange du plan de prévention devront être effectués au plus tard 15 jours avant le début des travaux sur le site de l'AIACF.

En effet comme le spécifie le code du travail, le plan de prévention doit être signé par toutes les parties concernées avant le début des travaux. Si tel n'est pas le cas, la date de début d'exécution des travaux sera reportée à une date ultérieure.

4.3.9 – Exigences Environnement

L'AIACF est un établissement industriel, du ministère des Armées, certifié ISO 14001 et autorisé à exploiter des ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) par arrêté ministériel du 08 juin 2009 consolidé au 31 août 2015.


Concernant l'environnement, il est soumis à un devoir d'exigence et de respect des lois et règlements en vigueur. Cette exigence concerne également : les activités réalisées sur son site par un prestataire sous-traitant, les activités de conceptions, d'études et la fourniture de matériel.

L'AIACF demande au titulaire le même respect des lois et règlements auxquels il est soumis sans préjudice de l'arrêté ministériel d'autorisation cité précédemment ; et en particulier :

- L'arrêté du 28 avril 2011 modifié fixant les modalités d'exercice des polices administratives des installations classées du ministère des Armées.
- Les arrêtés ministériels de prescriptions générales relatifs aux ICPE en exploitation à l'AIACF.

Concernant les matériels objets du présent CCTP :

Le décret n° 2013-988 du 06 novembre 2013 relatif à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p align="center">Référence : 02/2025/TR4/MSM/AIACF version : 2 du 25/06/2025</p>
--	--	--

Le décret n°2014-928 du 19 août 2014 relatif aux déchets d'équipements électriques et électroniques usagés,

Le règlement européen n° 1005/2009 du 16 septembre 2009 modifié, relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone,

Le règlement n° 1907/2006 (REACH) du 18 décembre 2006 modifié et plus particulièrement aux termes de l'article 33 relatif à l'obligation de communiquer des informations sur les substances contenues dans les articles œuvrés ou manufacturés.

Les emballages seront limités au strict nécessaire à la protection des matériels. Ces emballages seront, dans la mesure du possible, réutilisables ou en matériaux recyclables. Les éléments de calage de type « chips » sont à proscrire.

Concernant les prestations objets du présent CCTP :

Dans le cadre du Système de Management Environnemental ISO 14001, le titulaire respectera la politique environnementale, le guide de tri des déchets et les procédures de secteur qui lui seront fournis par le responsable AIACF de suivi de contrat.

Pour cela, avant la mise en route des prestations et en accord avec les procédures fixées par le bureau Environnement de l'AIACF, le responsable de suivi de contrat recensera en compagnie du responsable de l'entreprise sous-traitante, les risques environnementaux encourus, les impacts directs ou potentiels des travaux sur l'environnement, les mesures à prendre pour les supprimer ou les réduire dans le respect des normes en vigueur.

Concernant la sensibilisation des personnels pour tous les sites :

Il sera demandé au titulaire de former et sensibiliser son personnel afin de limiter au maximum les nuisances environnementales dans les domaines suivants : air, eau et sol, bruit et vibrations, économies d'énergies, utilisation des Agents Chimiques Dangereux (ACD), tri des déchets, sécurité incendie, notamment :

- **Air**


Pratiquer l'éco conduite des véhicules utilisés sur le site afin de limiter les émissions de gaz d'échappement et maintenir tous les contenants de produit dangereux volatil fermés, afin de diminuer les émissions de COV (Composés Organiques Volatils).

- **Eau et sol**

Le titulaire limitera au strict nécessaire la consommation d'eau potable et ne rejettera pas de produits dangereux dans les réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales. Tous les fûts et bidons de produits dangereux (y compris les déchets) devront être entreposés sur rétention et hors de portée du réseau d'eau pluviale.

- **Bruit et vibrations**

Le titulaire prendra en compte les contraintes imposées à l'établissement par le titre 7 des prescriptions techniques de l'arrêté ministériel d'autorisation du 08 juin 2009 consolidé au 31 août 2015: Prévention des nuisances sonores et des vibrations.

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p>Référence :</p> <p>02/2025/TR4/MSM/AIACF</p> <p>version : 2 du 25/06/2025</p>
---	---	---

- **Economies d'énergies**

Le titulaire devra limiter au strict minimum l'utilisation des installations de chauffage ou de climatisation mises à sa disposition, veiller à maintenir les portes et les fenêtres fermées pendant les périodes de chauffage ou de climatisation et veiller à éteindre les lumières et autres consommateurs d'électricité en fin de vacation.

- **Utilisation des ACD (Agents Chimiques Dangereux)**

Les Agents Chimiques Dangereux (ACD) devront être traités en application du règlement de sécurité RS/CF/101 « Gestion des ACD ». Le titulaire fournira au responsable AIACF de suivi de contrat la fiche de données de sécurité (FDS) de tout ACD utilisé sur le site.

- **Tri des déchets**

Tous les déchets produits sur place devront être triés dans le respect du guide de tri. L'acheminement par le titulaire vers la déchetterie de l'établissement se fera conformément à la procédure environnement P/CF/ENV/100. L'AIACF se charge de l'évacuation des déchets vers les filières appropriées.

- **Sécurité incendie**

L'obtention d'un permis de feu est impérative avant tous travaux risquant de provoquer un départ d'incendie (soudure, meulage, etc...).

Il appartiendra au responsable AIACF de suivi de contrat d'informer le titulaire des consignes de sécurité et d'évacuation applicables à la zone de réalisation de la prestation.


4.3.10 – Exigences liées au site

L'AIA CF est classée en zone protégée (ZP). L'accès et la circulation sont soumis à autorisation et réservés aux seules personnes (ou véhicules autorisés) dont la fonction justifie la présence et ayant fait l'objet d'une enquête administrative. L'intrusion en ZP constitue un délit.

Ainsi, le personnel intervenant au titre du présent marché doit se conformer au règlement intérieur, aux règles d'accès, de sécurité et de contrôle en vigueur à l'AIA CF et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché.

L'exécution des travaux n'est autorisée que sous la réserve expresse de l'observation des consignes suivantes :

- ◆ toute demande d'accès à l'AIA CF fait l'objet d'une enquête administrative et doit avoir recueilli l'accord de l'Officier de Sécurité.
- ◆ demandes d'accès ponctuelles
Toute demande doit respecter les préavis suivants :
pour une personne de nationalité française : 48h
pour un ressortissant de l'Union Européenne : 5 jours
pour un ressortissant hors Union Européenne : 30 jours
Ces demandes sont soumises à une enquête administrative d'une durée de validité de 1 mois.
- ◆ demandes d'accès annuelles

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p align="center">Référence : 02/2025/TR4/MSM/AIACF version : 2 du 25/06/2025</p>
--	--	--

Le titulaire doit fournir la liste des personnes intervenant à l'AIA CF 2 mois avant l'intervention et si nécessaire fournir la mise à jour régulière de cette liste.

Cette demande est soumise à une enquête administrative d'une durée de validité de 3 ans maximum et doit être renouvelée à échéance.

Le titulaire devra transmettre les formulaires requis au RSC trois mois avant cette dernière.

- ♦ l'entrée de l'établissement s'effectue exclusivement par le Poste Accueil Filtrage (PAF).
Toute personne doit être en possession d'un badge fourni à l'entrée par le Poste Accueil Filtrage. Le port apparent du badge est obligatoire pour tous, dès l'entrée dans l'AIA CF et pendant tout le temps de présence dans l'emprise. Ce badge est à présenter à chaque réquisition.
Le badge « visiteur » attribué dans le cadre d'une demande d'accès ponctuelle sera obligatoirement rendu au PAF à chaque sortie en échange de la pièce d'identité déposée.
- ♦ les horaires d'exécution des prestations sont ceux de l'établissement :
les interventions peuvent avoir lieu dans les locaux de l'AIA CF les jours ouvrés du lundi au jeudi de 7h18 à 16h06 et le vendredi de 7h18 à 14h06, et hors périodes de fermeture de l'établissement (périodes précisées lors de la réunion de lancement du marché).
Une demande de travail en dehors des heures ouvrables (PTHP) devra être formulée vers l'officier de sécurité du site concerné et recueillir son accord chaque fois que cela sera nécessaire. Cette demande précisera le nom du personnel AIA responsable et supervisant ces travaux, la liste du personnel, l'horaire et le lieu d'exécution des prestations
- ♦ les véhicules autorisés à pénétrer dans l'emprise doivent être dépourvus de passager à bord. Le conducteur est tenu de marquer l'arrêt à hauteur du PAF pour son identification par l'agent de sécurité confirmé et présenter son badge au contrôle d'accès pour ouverture du dispositif,
- ♦ Le respect de la signalisation routière est impératif à l'intérieur de l'établissement, la circulation est soumise au strict respect des règles du code de la route.
- ♦ aucun mouvement de véhicule n'est autorisé entre 7 h 00 et 7 h 20 et entre 16 h 00 et 16 h 20 du lundi au jeudi et entre 14 h 00 et 14 h 20 le vendredi
- ♦ l'autorisation de stationnement est matérialisée par la remise d'un macaron. Les véhicules autorisés doivent être garés obligatoirement sur les zones de stationnement réservées à cet effet. Les remorques sont interdites (sauf autorisation du Bureau Sécurité).
- ♦ la responsabilité de l'AIA CF ne saurait, en aucun cas, être engagée, si un accident de la circulation survenait à l'intérieur de l'établissement à un membre du titulaire,
- ♦ l'autorisation d'accès et de stationnement avec un véhicule privé peut être retirée à tout moment en cas d'infraction aux règles de circulation du code de la route, pour des raisons de sécurité de défense ou pour non-respect du règlement intérieur de l'AIA CF,

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p align="center">Référence : 02/2025/TR4/MSM/AIACF</p> <p align="center">version : 2 du 25/06/2025</p>
--	--	--


- ◆ interdiction d'utiliser les cars et autres véhicules militaires de l'établissement,
- ◆ interdiction d'introduire dans l'établissement des produits ou objets pouvant présenter un danger pour l'intéressé, son entourage ou les installations (produits toxiques, stupéfiants, matériels électriques, divers outillages personnels, boissons alcoolisées, armes)
- ◆ interdiction de prise de vue (de toute forme) dans l'emprise ou en direction de l'emprise AIA CF.
- ◆ interdiction de quitter les locaux du chantier et de circuler dans l'établissement sans autorisation du responsable de l'exécution du marché; l'accès aux bâtiments non concernés par le chantier est strictement interdit.
- ◆ en application du décret 2006-1386 du 15 novembre 2006 fixant les conditions d'application de l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif et du décret n° 2017-633 du 25 avril 2017 relatif aux conditions d'application de l'interdiction devapoter dans certains lieux à un usage collectif, il est interdit de fumer et de vapoter dans tous les lieux de travail couverts, y compris les bureaux individuels, et les bâtiments de restauration,
- ◆ interdiction d'allumer un feu quelconque et de procéder à des travaux par point chaud (chalumeau et arc électrique notamment) sans demander un permis de feu au service de sécurité de l'établissement,
- ◆ toute entrée ou sortie de matériel est à justifier. Des fouilles peuvent être réalisées par la Brigade de Gendarmerie de l'Air (BGA) tant dans les véhicules que sur les personnes.
- ◆ l'attention du titulaire est attirée sur le fait que sa responsabilité peut être engagée s'il provoque un accident ou une détérioration du matériel appartenant à l'AIA CF.
- ◆ le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des vols qui pourraient être commis par ce dernier ainsi que des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations.

Les sous-traitants éventuels du titulaire seront astreints aux mêmes règles et à l'application des mêmes formalités.

Toute personne refusant de se soumettre à ces obligations et au respect du règlement intérieur se verra refuser l'accès au site. En cas d'infractions aux règles d'accès du site ou de comportement présentant un risque pour la sûreté du site, l'Officier de Sécurité se réserve le droit de restreindre, de suspendre ou d'interdire l'accès au site pour le personnel concerné.

Nota : dans le cadre d'un contrat sensible exécuté dans une zone réservée en l'absence du personnel occupant habituellement la zone, le prestataire doit être accompagné ou surveillé par l'autorité responsable de la ZR.

Livraisons : en cas de livraison au titulaire par une entreprise extérieure, le titulaire devra faire connaître au Responsable de Suivi de Contrat la date de livraison et le nom de l'entreprise en charge de la livraison. Les chauffeurs livreurs doivent se présenter au poste d'accueil et de filtrage (PAF) dès leur arrivée. Le PAF se charge ensuite de prévenir la Brigade de Gendarmerie de l'Air (BGA) qui appliquera le protocole livreur en vigueur à l'AIA CF. A l'issue, la BGA et le PAF doivent s'assurer de l'accompagnement

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Laboratoire Fédéral National</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p align="center">Référence : 02/2025/TR4/MSM/AIACF version : 2 du 25/06/2025</p>
--	--	--

du chauffeur livreur de l'entrée principale de l'AIA CF à son point de livraison puis jusqu'à sa sortie du site.

Les exigences liées à l'accès au site de la base aérienne d'Orléans-Bricy seront communiqués au titulaire au moment de la notification des postes concernés du marché.

4.4 – Exigences d'assurance de résultats

4.4.1 – Lecture en commun TITULAIRE / AIACF

Une lecture en commun du marché sera réalisée, sur le site de l'AIA CF, dans les deux semaines suivant la notification du contrat, dans le but de s'assurer que les exigences aient bien été comprises par le titulaire. La date sera fixée par l'AIA CF en fonction des disponibilités des 2 parties.

4.4.2 – Présentation de l'étude

Le titulaire devra présenter le résultat de ses études à l'AIACF.

La date souhaitée de présentation devra être transmise à l'AIA CF avec un préavis de 10 jours ouvrés au responsable de suivi de contrat AIA CF.

Au cours de la présentation, l'AIA CF posera des questions permettant de vérifier la conformité de l'étude aux dispositions du présent CCTP. Le titulaire devra présenter les éléments suivants :

- les solutions techniques retenues pour satisfaire aux exigences formulées,
- les plans de définition des moyens d'accès,
- la nature des matériaux de construction employés.

A l'issue de cette présentation, l'AIA CF rédigera et transmettra au titulaire, sous 15 jours ouvrés, un compte-rendu regroupant ses remarques en signalant les non-conformités éventuelles pour permettre au titulaire d'en tenir compte lors de sa phase de réalisation.


Le titulaire transmettra, sous 15 jours ouvrés après réception des remarques de l'AIA CF, un rapport écrit présentant tous les éléments abordés au cours de la présentation et les solutions palliatives apportées aux remarques de l'AIA CF.

L'étude restera évolutive jusqu'à la version « tel que construit ». Cependant, toute évolution doit être portée à la connaissance de l'AIA CF pour approbation. Le titulaire demeure seul responsable de l'exécution de cette prestation.

4.4.3 – Vérification de la conformité en usine

Une présentation des matériels assemblés sera réalisée dans les usines du titulaire. Le responsable de suivi de contrat AIA CF devra être prévenu par courrier par le titulaire, de la date souhaitée, avec un préavis de 15 jours ouvrés.

Il est toléré que pour cette vérification, les matériels ne soient pas équipés des circuits de distribution : électricité, air comprimé...

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p>Référence :</p> <p>02/2025/TR4/MSM/AIACF</p> <p>version : 2 du 25/06/2025</p>
---	---	---

La vérification en usine ne porte pas sur le dimensionnement mécanique et le choix technologique qui resteront de la responsabilité du titulaire.

A l'issue de cette vérification, l'AIA CF rédigera sous 15 jours ouvrés un compte-rendu signalant les remarques ou non-conformités éventuelles pour permettre au titulaire d'y remédier avant la livraison sur le site de l'AIA CF.

La présentation des matériels aux opérations de vérification sur le site de l'AIA CF ne pourra avoir lieu sans l'accord de l'AIA CF de la conformité en usine.

4.4.4 – Vérification de conformité et fonctionnelle sur site

A l'issue de la livraison, de l'assemblage et d'une phase éventuelle de réglages/mises au point réalisées par le titulaire, une présentation des matériels et de leurs accessoires sera réalisée dans les locaux de l'AIA CF. Les matériels devront alors être pleinement opérationnels. La mise à disposition sera alors prononcée par le titulaire et à ce titre, il enverra un courrier de présentation aux opérations de vérification indiquant la date de mise à disposition.

La mise à disposition autorise l'AIA CF à procéder :


- aux opérations de vérification de la conformité réglementaire par un organisme agréé habilité mandaté par l'AIA CF (la première visite est à la charge de l'AIA de Clermont-Ferrand, les visites suivantes éventuelles sont à la charge du titulaire),
- aux opérations de vérification de la conformité aux exigences contractuelles,
- aux opérations de vérification de la documentation exigée,
- aux essais fonctionnels, avion présent au poste de travail.

En cas de non-conformité, le titulaire devra lever, à sa charge, les écarts trouvés jusqu'à acceptation des prestations.

4.4.5 – Réception

La réception sera prononcée par la personne désignée par le pouvoir adjudicateur, sous la responsabilité du Bureau « Moyens de Production » (MSM) dans un délai maximal de 4 mois à compter de la date de présentation aux opérations de vérification (dite date de mise à disposition) après

- levée de toutes les non-conformités par le titulaire
- remise de la documentation et des livrables exigés au § 4.3.5.
- remise des attestations de formation des personnels.

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p>Référence :</p> <p>02/2025/TR4/MSM/AIACF</p> <p>version : 2 du 25/06/2025</p>
--	---	---

4.5 – Conditions de livraison

4.5.1 – Livraison - déchargement

Le transport et le déchargement sont à la charge du titulaire.

Les déchargements seront précédés par l'élaboration d'un protocole de sécurité qui devra avoir été échangé avant la première intervention de l'entreprise à l'intérieur de l'enceinte de l'AIA CF. Cette démarche sera initiée par le responsable de suivi de contrat AIA CF et concernera toutes les opérations de déchargement de matériels susceptibles d'être conduites sur le site de l'AIA CF.

Il est rappelé que dans tous les cas, le titulaire est responsable des matériels jusqu'à la réception définitive par l'AIA CF.

4.5.2 – Montage – mise en service

Le montage et la mise en service de la fourniture sont à la charge du titulaire, y compris les moyens de levage et de manutention, ainsi que les éléments nécessaires à la mise en œuvre : outillage, moyens d'accès, moyens d'usage.

Les demandes d'accès au site pour les personnels chargés du montage et de la mise en service devront être établies suivant les directives décrites au § 4.3.10. Les divers permis de conduire (CACES, etc...) seront fournis pour obtention des autorisations de conduite. Une personne responsable des personnels et des travaux, sera désignée par le titulaire.

La zone et les conditions du chantier seront définies après concertation entre le titulaire et le responsable de suivi de contrat AIA CF. Ce périmètre sera fonction des équipements et activités environnants et de l'espace nécessaire à l'évolution des intervenants. Un balisage efficace de la zone, interdisant l'accès à toute personne étrangère au chantier, sera fourni et mis en place par le titulaire.


Il appartient au titulaire de s'adapter aux disponibilités horaires de l'AIA CF, voir § 4.3.10.

Il est rappelé que dans tous les cas, le titulaire est responsable des matériels jusqu'à la réception définitive par l'AIA CF.

4.6 – Conditions de garantie

Le titulaire s'engage à garantir le bon fonctionnement des matériels pendant une durée de 2 ans à compter de la date de réception du matériel. La garantie couvre les pièces, la main d'œuvre, les déplacements des personnels, le chargement et le retour éventuel des matériels chez le titulaire. Le chargement de matériel sera précédé par l'élaboration d'un protocole de sécurité qui devra avoir été échangé avant la première intervention de l'entreprise extérieure à l'intérieur de l'enceinte de l'AIA. Cette démarche sera initiée par le responsable de suivi de contrat AIA CF et concernera toutes les opérations de chargement de matériels susceptibles d'être conduites sur le site de l'AIA CF.

A compter du signalement de l'avarie par l'AIA CF, par téléphone confirmé par mél, le titulaire disposera d'un délai de 5 jours ouvrés pour assurer la remise en état. Si la réparation

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p align="center">Référence : 02/2025/TR4/MSM/AIACF version : 2 du 25/06/2025</p>
--	--	--

ne peut être réalisée dans le délai imparti, le titulaire disposera d'un délai de 3 jours ouvrés supplémentaires pour mettre en place à ses frais, des moyens d'accès de substitution permettant d'assurer la fonction du matériel à remettre en état jusqu'à sa remise en service. Ces moyens d'accès de substitution devront être validés par l'AIA CF avant utilisation. La validation sera prononcée par le responsable de suivi de contrat AIA CF dans un délai 48 heures à compter de la proposition de moyens de substitution par le titulaire.

5 - EXIGENCES DE MANAGEMENT

Le titulaire doit :

- mettre en place les ressources humaines et matérielles nécessaires à l'exécution des prestations,
- désigner un responsable unique pour l'exécution des prestations pour :
- l'encadrement des opérateurs, l'exécution des prestations, le respect des exigences réglementaires,
- la traçabilité des prestations effectuées et pouvoir prouver à tout moment qu'elles ont été réalisées conformément aux exigences du CCTP.

Le titulaire indiquera à l'AIA CF les coordonnées (numéro de téléphone, fax, adresse courriel) de son correspondant destiné à recevoir les éventuelles demandes d'intervention au titre de la garantie.

Système de management :

Le respect des exigences qualité est sous la responsabilité du service qualité du titulaire qui est l'interlocuteur privilégié du bureau Assurance Qualité de l'AIA CF.

Le service qualité du titulaire :


- exerce une surveillance continue de son système par gestion des processus, il mesure l'efficacité de chaque processus et met en place des actions d'améliorations,
- assure le traitement des anomalies, communique ses analyses et ses conclusions à l'AIA CF.

6 – EXIGENCES D'ASSURANCE DE LA QUALITE

Le titulaire doit mettre en œuvre une organisation, des méthodes et des ressources humaines et matérielles basées sur un système qualité répondant aux exigences de la norme ISO 9001 ou équivalent.

Le département du Management de la Qualité de l'AIA CF peut être amené à vérifier des preuves d'assurance qualité ou procédures d'exécution de la prestation, notamment pour des validations techniques ou en cas d'anomalies générées par le titulaire.

Le titulaire doit être en mesure d'apporter la preuve qu'il dispose d'un système d'assurance qualité permettant de garantir que la prestation est au moins conforme aux exigences spécifiées dans le CCTP.

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p>Référence :</p> <p>02/2025/TR4/MSM/AIACF</p> <p>version : 2 du 25/06/2025</p>
--	---	---

L'AIA CF se réserve le droit de procéder aux vérifications qu'il jugera nécessaires sur les prestations confiées au titulaire (enquêtes, audits...). Le titulaire s'engage à faciliter l'intervention du Département du Management de la Qualité ou délégués par le responsable de ce département sur ses sites de production. Il s'engage également à tenir à leur disposition les preuves d'assurance qualité nécessaires à l'exercice de leur mission.

6.1 – Sûreté de fonctionnement

Les matériaux et les éléments d'assemblage seront ceux définis par les normes en vigueur dans l'Union Européenne.

6.2 – Réalisation

La maîtrise d'œuvre sera réalisée dans les usines du titulaire ou de ses sous-traitants. Le titulaire s'engage à faire réaliser les fournitures ainsi que les travaux d'assemblage, de mise au point et de test par des personnels formés et qualifiés sur les processus mis en œuvre.

Le titulaire intégrera dans ses produits les exigences de santé et sécurité ainsi que d'ergonomie imposées par les directives UE et les textes du code du travail applicable quel que soit le type de matériel.

6.3 – Risque de corps étrangers


Avant toute intervention, le titulaire doit être sensibilisé à la notion de sécurité des vols, et notamment à la lutte contre les corps étrangers (FOD pour « Foreign Object Damage ») dans les aéronefs et OAE (Organes, Accessoires, Equipements). A cette fin, le responsable AIA CF des travaux procèdera à une sensibilisation de l'entreprise extérieure intervenante sur le contenu de la procédure AIA CF P/CF/E/100 - La lutte contre les corps étrangers

Lors de tous travaux dans un environnement proche d'aéronef ou d'élément d'aéronef, toutes les précautions devront être prises pour qu'aucun élément ne puisse se retrouver en tant que corps étranger dans un aéronef ou un élément d'aéronef.

En cas de suspicion de perte d'un objet dans un aéronef, un OAE, ou leur environnement immédiat, l'intervenant extérieur doit informer immédiatement à l'écrit et à l'oral le responsable de chantier nommé par le titulaire (ou à défaut son suppléant), qui en rendra compte aussitôt au correspondant technique (ou à défaut à son suppléant) désigné par l'AIA CF.

Afin de contribuer à la sécurité des vols en minimisant le risque d'oubli d'un outillage à bord d'un aéronef ou d'un OAE, l'organisation mise en place par le titulaire pour la gestion de ses outillages doit permettre, dans tous les cas, de découvrir au plus tôt l'absence d'un outil et de retrouver celui-ci (rangements et identification des outillages, réalisation d'inventaires quotidiens, et compte rendu en fin de prestation).

Le titulaire devra réaliser un inventaire quotidien de ses outillages. En cas de perte d'outillage, le titulaire devra en rendre compte à l'AIA CF. La procédure AIA CF « La lutte contre les corps étrangers » sera alors déclenchée, et le titulaire devra mener l'inspection des zones dans lesquelles il est intervenu.

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p>Référence : 02/2025/TR4/MSM/AIACF version : 2 du 25/06/2025</p>
--	---	---

7 – ANNEXES

Annexe 1 – Géométrie de la zone « trains principaux »

Annexe 2 - Documentation vérins de levage de l'avion

Annexe 3 - Etiquette technico-administrative

Annexe 4 – Instruction 300611/DEF/DFP/PER/5 du 16 mars 1998

Annexe 5 - Procédure environnement P/CF/ENV/101

Annexe 6 – Guide de tri des déchets

